

COMMUNE DE SAINT JEAN D'ARVES

ARRETE

N° 18. 2021

ARRETE RELATIF A LA FERMETURE DES PISTES DE SKI ET DES REMONTEES MECANIQUES DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN D'ARVES

Madame le Maire de la Commune de Saint Jean d'Arves,

- Vu Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 (5), L 2212-4, L 2213-4, L2213-18 et L 2321-2, L 2122-24 et L2215-1 ;
- Vu La Loi n°2004-811 de modernisation de la sécurité civile en date du 13 août 2004 ;
- Vu La Loi n°99-291 relative aux polices municipales en date du 15 avril 1999 ;
- Vu La Loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes ;
- Vu L'Arrêté relatif à la sécurité des pistes de la commune de Saint Jean d'Arves du 27 Novembre 2020 ;
- Vu L'Arrêté portant agrément du responsable de la sécurité et des secours et de son suppléant sur le domaine skiable en date du 27 Novembre 2020 ;
- Vu La délibération relative aux tarifs des frais de secours en date du 19 Novembre 2020 ;
- Vu les dispositions du décret n°2020-1310, en date du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, modifié ;
- Considérant que Madame le Maire est chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions ministérielles sur le territoire de sa commune ;
- Considérant qu'en application des décisions ministérielles précitées, il est impératif de procéder à la fermeture des installations de remontées mécaniques et des pistes de ski ; qu'il est par ailleurs notamment nécessaire de maintenir le manteau neigeux et de procéder à des opérations de sécurisation des installations de remontées mécaniques ; qu'à cette effet, les personnels autorisés des opérateurs de domaines skiables, sont amenés à circuler en utilisant des véhicules terrestres à moteur sur ces espaces ;

ARRETE

Article 1 : OBJET

En conséquence du Décret susvisé et annexé, notamment son article 18, les remontées mécaniques et les pistes de ski situées sur le territoire de la commune de Saint Jean d'Arves sont fermées à compter du 6 mars 2021 et jusqu'à l'ouverture officielle au public des pistes de ski,
Dès lors qu'une piste est déclarée fermée, elle n'est plus ni contrôlée, ni protégée, ni surveillée.

Seul le téléski du Praz de Charvin et la piste qu'il dessert, restent ouverts le week-end du 6 et 7 mars de 9h à 12h et de 13h à 16h, uniquement aux catégories d'usagers visés par le décret susvisé.

Article 2 : UTILISATION DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR

Seuls les engins motorisés destinés à :

- Entretien le manteau neigeux, assurer la sécurisation et l'entretien des installations de remontées mécaniques et installation de neige de culture, ainsi qu'à la réalisation de travaux divers nécessaires,
- Se rendre dans les établissements de restauration d'altitude à des fins professionnels, et uniquement sur autorisation donnée par un arrêté municipal spécifique,

Peuvent circuler sur les pistes fermées en application du présent arrêté.

Article 3 : CONSEQUENCE DE LA FERMETURE DES PISTES DE SKI

Le domaine skiable n'est ni sécurisé, ni contrôlé, ni protégé des dangers anormaux ou excessifs.

Ainsi, le domaine skiable est emprunté sous l'entière responsabilité des pratiquants qui évoluent à leurs risques et périls.

Article 4 : SECOURS

Les secours sur le territoire de la commune de Saint Jean d'Arves sont assurés conformément au plan de secours en montagne avec la mise en place d'un prompt secours organisé par le service des pistes pour servir d'appui – à leur demande – à l'intervention des secours publics (SDIS/SAMU et unités publiques de secours en montagne).

Le numéro d'alerte est le 112.

Article 5 : DISPOSITIFS DE SIGNALISATION ET D'INFORMATION

Des dispositifs de signalisation et d'information sont placés aux points stratégiques du domaine skiable pour informer le grand public de la fermeture des pistes de ski sur la période précisée à l'article 1 du présent arrêté.

L'information du public sur les risques d'avalanches, hors des pistes ouvertes sera communiquée au public.

Article 6 : SANCTIONS

- Les contraventions au présent arrêté feront l'objet de procès-verbaux dressés par les officiers et agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoint en application des dispositions de l'article R610-5 du Code Pénal.

Article 7 : EXECUTION

Madame le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale, Monsieur le chef du centre de secours principal de Saint Jean de Maurienne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux emplacements habituels, ainsi qu'en tous les lieux appropriés.

Article 8 : DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Dans cette hypothèse, le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la réponse explicite de l'auteur ou de la réponse implicite de l'auteur, laquelle intervient deux mois après le recours gracieux.

Article 9 : AMPLIATION

Conformément à l'article L2131-1 du code général des collectivités territoriales, ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- La sous-préfecture de Saint Jean de Maurienne
- La gendarmerie de Saint Jean de Maurienne
- Le responsable des pistes et de la sécurité
- Les exploitants de remontées mécaniques
- La police municipale de Saint Jean d'Arves
- Le centre de secours principal de Saint Jean de Maurienne

**Fait à Saint Jean d'Arves, le 4 Mars 2021,
Madame Le Maire,
HUSTACHE Christiane.**

